

Les listes MR sont (enfin) prêtes à Bruxelles

La dream team ? Ce n'est pas facile, mais les libéraux ont fini par trouver, et finis les listes à l'interne nécessaires à la constitution de la liste pour la Chambre et la liste pour le Parlement bruxellois. Didier Reynders est candidat. Il espère que les candidatures valables par le MR sur tout ce qu'il faut pour avoir la date du 26 mai prochain. Sur la liste MR à Bruxelles, on a aussi même quelques membres et conseillers, ce n'est pas bête, car il y a aussi un nouveau candidat qui va être sur le plan provincial depuis des années. Michel de Maesseneke (président du JF de MR, MR) On a aussi des candidats de toutes les régions : wallonnes, flamandes, bruxelloises... Tous restent d'accord en ce qui concerne les valeurs européennes et j'espère pouvoir jouer un rôle au sein du Conseil de l'Europe. Avoir sur nos listes Alain Destexhe aurait été compliqué : il a été exclu à vie de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, là où on discute de l'État de droit et des droits humains. Ce n'était pas vraiment la figure de proue pour nous... Que des groupuscules s'orientent de plus en plus vers la droite ou vers

■ Didier Reynders, vice-Premier ministre MR, revient sur le départ d'Alain Destexhe.

■ Il dénonce la "manipulation" par Écolo des jeunes qui manifestent pour le climat.

■ Dans le dossier des fonds libyens, il se lâche sur les parlementaires qui l'accusent.

Entretien Frédéric Chardon

Didier Reynders pourrait quitter la scène politique belge : en juin, il sera probablement désigné secrétaire général du Conseil de l'Europe. Son départ laissera un vide chez les réformateurs. En attendant, le patron de la Fédération bruxelloise du MR est tête de liste à la Chambre et il ne baisse pas les armes pour ce qui pourrait être sa dernière campagne électorale.

Le MR vient de connaître une séquence difficile. La composition des listes, en particulier à Bruxelles, a ravivé de vieilles tensions en interne...

Les listes sont prêtes désormais. Dans toutes les formations, ce processus est un moment compliqué. Certains sont mécontents et ne se présentent pas. D'autres s'en vont... Ce n'est pas grave car cela permet de filtrer : si certains sont prêts à quitter le MR à quelques semaines des élections, c'est que ces personnes n'avaient que peu d'intérêt.

À propos, Alain Destexhe a créé un nouveau parti à la droite du MR. Craignez-vous sa concurrence sur le plan électoral ?

Vous savez, je plaide depuis toujours pour la défense des valeurs européennes et j'espère pouvoir jouer un rôle au sein du Conseil de l'Europe. Avoir sur nos listes Alain Destexhe aurait été compliqué : il a été exclu à vie de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, là où on discute de l'État de droit et des droits humains. Ce n'était pas vraiment la figure de proue pour nous... Que des groupuscules s'orientent de plus en plus vers la droite ou vers

l'extrême droite, c'est leur problème. Moi, je n'ai jamais gouverné avec les extrêmes.

Certains libéraux progressistes voudraient recentrer le parti, notamment Christine Defraigne. D'autres, plus conservateurs, réclament une ligne plus dure sur la migration, la sécurité... Le MR est-il déboussolé ?

C'est un peu paradoxal. On a gouverné pendant près de cinq ans avec la N-VA et certains disent que nous ne sommes pas assez à droite. J'essaie de comprendre... Et quand on se sépare de la N-VA, d'autres disent désormais que nous ne serions pas assez à gauche. Personnellement, un MR au centre-droit me convient. Le Mouvement réformateur occupe depuis toujours cette place sur l'échiquier politique. Pourquoi ? Car nous avons toujours à notre gauche et à notre extrême gauche des socialistes et des écologistes. Tout est relatif. Si nous étions en Flandre, le MR serait considéré comme de centre-gauche... Quand je vois ce que certains socialistes flamands disent sur l'immigration... Déjà du temps de Johan Vande Lanotte, au MR, on était un peu mal à l'aise.

En juin prochain, vous deviendrez probablement le nouveau secrétaire général du Conseil de l'Europe. Vous quitterez alors la politique belge après vingt ans de présence au gouvernement fédéral. Certains vous reprochent cette omniprésence au pouvoir.

J'ai en effet reçu des commentaires sur ma longévité politique. C'est vrai que cela fait vingt ans que je

“En Flandre, le MR serait vu comme un parti de centre-gauche...”

suis dans un gouvernement. Mais, en 1999, quand j'ai été nommé ministre pour la première fois, c'était en même temps que Jean-Marc Nolllet. Je dis ça juste pour que les jeunes en rue se rendent bien compte de la carrière politique réelle du coprésident d'Écolo... Évidemment, il ne le rappelle pas souvent en interview. Je suis fatigué de ces leçons qu'on nous donne sans arrêt. La gouvernance, c'est comme la culture, quand on en parle sans arrêt, il vaut mieux en avoir un peu sur soi...

Charles Michel a repris la présidence du MR tout en restant Premier ministre. Lors de l'époque "Renaissance", le même Charles Michel contestait pourtant le fait que vous cumuliez la présidence du parti et vos fonctions de vice-Premier ministre...

S'il devait poursuivre comme Premier ministre lors de la prochaine législature, il ne pourrait évidemment pas rester président de parti. Il en est d'ailleurs bien conscient. Il faudra trouver une autre formule. J'ai exercé la fonction de président de parti et de vice-Premier pendant sept ans. J'ai subi tellement de critiques, en interne ou en externe, par des gens qui, finalement, ont fait la même chose... À l'époque, j'avais vu tous les dirigeants du MR pour leur dire que je serais président et vice-Premier. Ils avaient tous marqué leur accord et, donc, on l'a fait. Mais comme Premier ministre, cette situation n'est pas tenable. Si Charles reste Premier ministre, il y aura des élections internes au MR et il ne pourra pas se porter candidat, c'est évident.

“Écolo tente de manipuler l'élan de la jeunesse”

Après quelques hésitations, le MR a fini par se dire en faveur d'un changement dans la Constitution afin d'adopter la loi climat. On a l'impression que la "vague verte" qui porte actuellement Écolo met votre parti dans les cordes en permanence...

Beaucoup de jeunes sont préoccupés et s'engagent en faveur de l'environnement. Mais des activistes et des politiques veulent capter et manipuler leur mouvement. Certains expliquent aux jeunes que si on modifie l'article 7 bis de la Constitution, la banquise ne fondra plus... J'ai été constitutionnaliste, je n'ai jamais lu un article qui aurait cet effet-là. Ce n'est pas par une loi qui fixerait des ambitions générales que l'on fera baisser la température. Écolo tente de manipuler l'élan de la jeunesse en déformant le vrai débat qui devrait avoir lieu sur les mesures. Il y a, paraît-il, une grande alliance entre Écolo et Groen. Or, Groen veut taxer la viande. Écolo va-t-il aller

voir le monde agricole wallon pour expliquer qu'il défend aussi une forte augmentation du prix de la viande pour en décourager la consommation ?

“Certains expliquent aux jeunes que si on modifie l'article 7 bis de la Constitution, la banquise ne fondra plus... J'ai été constitutionnaliste, je n'ai jamais lu un article qui aurait cet effet-là.”

Le MR critique souvent Écolo en affirmant que son programme est "punitif". Est-ce votre cas également ?
C'est en faisant confiance à l'esprit d'entreprise, à l'innovation, aux projets universitaires que l'on y arrivera, plutôt qu'en faisant peur et en taxant. Moi, j'ai connu l'époque des écotaxes, que j'ai dû faire disparaître quand je suis devenu ministre des Finances. Les écologistes avaient échangé les écotaxes contre une réforme de l'État en 1993. Qui les a payées ? Les personnes les plus défavorisées. Groen a dit : à partir du début de l'année prochaine, il n'y aura plus de cartes essence dans les entreprises, avant la suppression pure et simple des voitures de société. D'accord, mais si on ne donne pas une

compensation salariale, comment les gens paient-ils leur mobilité ? Ma crainte, c'est que beaucoup de mesures des verts frappent le pouvoir d'achat des Belges de plein fouet.

Bref, vu le fossé idéologique, cela va être très difficile pour le MR de nouer des accords de gouvernement avec Écolo et Groen après le 26 mai...

Ça dépend. Ce sera possible si, à un moment donné, ils retombent sur une démarche comme celle que défendait Jean-Michel Javaux. Mais je crois que, depuis cette époque, Écolo a pris un virage à gauche. J'ai participé à des gouvernements avec toutes les formations politiques du Parlement, sauf avec l'extrême droite et l'extrême gauche. J'ai travaillé avec les nationalistes, les écologistes, les socialistes, les chrétiens... Le MR peut gouverner avec Écolo mais il faut que ce parti abandonne toute mesure qui pénaliserait le pouvoir d'achat des plus défavorisés et briderait les entreprises. Au fédéral, on a développé les éoliennes en mer - l'offshore - et, bientôt, 20% de notre énergie viendra de là. On peut investir davantage dans les start-up et les PME qui sont innovatrices. Tout le monde parle des véhicules électriques mais leur fabrication et le recyclage des batteries sont hyperpolluants. Est-ce qu'on peut aider les PME et les grandes entreprises comme Umicore et Solvay à investir pour améliorer les choses ? Là, on peut être concret.

“Certains députés tentent en permanence de me salir”

Didier Reynders (MR)

Vice-Premier ministre

Vous avez été entendu en commission à la Chambre au sujet du dossier dit des fonds libyens (lire ci-contre). Certains échanges avec les députés ont été vifs. Quelles sont vos impressions alors que les accusations qui ont été portées contre vous semblent se dégonfler ?

Après des mois d'insinuations, d'attaques dans tous les sens, de grandes déclarations dans la presse, il n'y avait presque personne en commission. Que ce soit au niveau des médias ou des parlementaires... Lors de mon commentaire introductif en commission, il n'y avait presque pas de députés francophones dans la salle. Au total, je n'ai reçu que cinq questions alors que c'était, soi-disant, l'affaire du siècle... C'était surtout un vrai dialogue de sourds, avec des amalgames. J'ai dû hausser le ton : Georges Dallemagne (député CDH) a dit partout que des Libyens sont intervenus dans le dossier Fortis à l'époque et il a laissé entendre qu'on aurait pu faire quelque chose pour eux après. Mais les Libyens ont participé à l'augmentation du capital de Fortis du 26 juin 2008, c'est-à-dire à l'augmentation qui a provoqué pratiquement la crise. Moi, je suis intervenu dans le dossier seulement à partir de septembre. Bref, on mélange tout... Avec la volonté de me salir en tant que personne.

Sur le plan personnel, sortez-vous marqué par ces accusations ?

J'ai une carapace et quelques années d'expérience politique. Mais ces députés de l'opposition qui tentent en permanence de me salir ne se rendent pas compte du tort qu'ils font à mes proches. Je le vois avec mes enfants. Ces députés se demandent ce qu'ils vont faire maintenant car ils n'ont rien trouvé... Ils cherchent toujours, mais je ne sais pas quoi au juste.

“Kazakhgate”, “Libyagate”... Cela fait quelques années que vous êtes accusé régulièrement.

Oui, et toujours par les mêmes. Par quelques journalistes et quelques parlementaires qui se renvoient la balle et espèrent faire un buzz... Mais, finalement, ça retombe. On est arrivés au bout du dossier libyen. Je n'ai évidemment rien à me reprocher. Au sujet du prince Laurent et de son ASBL, Georges Dallemagne dit qu'on l'aurait discriminé. Mais quand il y a eu une décision de justice, on a demandé à notre ambassade en Libye de faire exécuter cette décision. On ne va quand même pas faire une deuxième guerre en Libye pour l'ASBL du Prince... S'il y a eu discrimination, c'est de la discrimination positive : on n'a jamais eu autant de contacts avec un interlocuteur qu'avec le Prince et son ASBL. Mais voilà, quand je viens en commission répondre aux questions, les parlementaires soit ne sont pas là, soit n'écoutent pas. Et ensuite, ils disent ne pas être d'accord...

Vous évoquez un climat politique pesant. Avez-vous le sentiment qu'il s'est détérioré avec le temps ?

Nous sommes pour le moment en période électorale et on sent que certains veulent tirer profit au maximum de cette histoire. S'ils pouvaient m'interroger le samedi 25 mai en soirée, en *live*, ils le feraient avec l'intention de nuire. Mais quand on n'a pas d'éléments, il faut s'arrêter. J'ai démontré que je n'ai rien à voir là-dedans. Au fil des années, j'ai constaté une dégradation dans les débats au Parlement : on va de moins en moins au fond des choses. Il y a aussi l'accélération du phénomène dû aux réseaux sociaux. De nombreux parlementaires font bien leur travail mais quelques-uns se sont spécialisés dans le fait de salir les autres pour augmenter leur notoriété.